



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat  
général**

# **PROCÉDURES BUDGÉTAIRES RELATIVES AUX TRANSPORTS**

**(Direction du Budget, 1970-1995)**

## **Répertoire méthodique détaillé**

établi par Estelle Baudet

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières  
Savigny-le-Temple

2023

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.  
Il est en français.  
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD  
(version 2002).

## Sommaire

|  |    |
|--|----|
| Domaine fluvial.....                         | 7  |
| Domaine aérien et aérospatial.....           | 8  |
| Transports en commun.....                    | 14 |
| Transport routier.....                       | 14 |
| Transport ferroviaire.....                   | 16 |
| Transports terrestres.....                   | 17 |
| Transports en Corse.....                     | 18 |
| Transports en région parisienne.....         | 19 |
| Météorologie.....                            | 20 |
| Fonds spécial des grands travaux (FSGT)..... | 20 |

**Référence**

B-0071413 - B-0071460

**Niveau de description**

Dossier

**Intitulé**

Procédures budgétaires dans les transports.

**Dates extrêmes**

1970-1995

**Noms des principaux producteurs**

Direction du Budget, bureau 4B (bureau des transports)

**Importance matérielle**

48 boîtes, soit 6,06 mètres linéaires

**Langue des documents**

Français

**Institution responsable de l'accès intellectuel**

Service des archives économiques et financières

**Localisation physique**

Savigny-le-Temple (77)

**Conditions d'accès**

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

**Conditions d'utilisation**

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

**Modalités d'entrée**

Versement du 17 décembre 1996 portant la référence PH 178/96.

**Historique du producteur**

À l'issue de la Première Guerre mondiale, les comptes de l'État souffrent d'une désorganisation générale. Le Parlement, marquant un intérêt renforcé pour le volet financier de la décision publique, établit une distinction entre l'approche budgétaire et l'approche comptable du budget de l'État. C'est pourquoi, en 1919, la comptabilité administrative de l'État au niveau central est confiée à une nouvelle direction, la direction du budget et du contrôle financier (DBCF), tandis que son suivi au plan local (trésoreries générales) est dévolu à la direction de la comptabilité publique, qui perd son statut de direction générale. La DBCF est en fait créée en deux étapes : d'abord sous la seule forme d'un poste de directeur (loi du 20 octobre 1919), puis à partir du bureau central et du budget de la direction de la comptabilité publique, qui assurait avant 1914 la préparation et le contrôle de l'exécution du budget (décrets des 7 et 15 novembre 1919). La DBCF se développe jusqu'au milieu des années 1930 et partage avec la direction du mouvement général des fonds la conduite de la politique économique de la France. Elle reçoit la tutelle du contrôle des dépenses engagées, dont la comptabilité a été prescrite dans chaque ministère par l'article 59 de la loi de finances

pour 1891. En vertu de cette prérogative, elle peut exercer le contrôle préalable et donner un avis sur les projets de budget (loi du 10 août 1922, art. 4). Cette loi du 10 août 1922, dite loi Marin, dessaisit les ministères dépensiers de leur propre contrôle au profit de celui, exclusif, de l'administration des finances (art. 2). Au milieu des années 1930, la très grave crise financière exige une intervention de l'État plus active dans la vie économique. Le concept d'économie nationale semble traduire une nouvelle perspective, dont l'objectif majeur serait de soumettre l'activité économique à une finalité sociale. A cette occasion, la DBCF perd une partie de ses missions (décret du 14 novembre 1936). Recentrée, avec seulement quatre bureaux, sur la préparation du budget, le contrôle budgétaire et les écritures budgétaires, elle devient direction du budget et cède à cette occasion le contrôle des dépenses engagées du ministère des finances à l'inspection générale des finances ; le contrôle des administrations financières à un secrétariat général ; le contrôle des collectivités locales, offices et entreprises subventionnées, à une direction du contrôle financier et des participations publiques. Après la Libération, le développement croissant du rôle de l'État dans l'économie nationale fait de la direction du budget un instrument de conception de la politique du gouvernement. L'article 8 de la loi du 6 août 1955 attribue des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale au ministre des finances : il est chargé de contresigner seul les textes prévus pour l'exécution matérielle du budget, dont le projet est établi par ses propres services (décret du 19 juin 1956). Enfin, la direction du budget joue un rôle majeur dans la préparation et la rédaction des textes de mise en œuvre des dispositions constitutionnelles relatives au mode de présentation du budget de l'État (décret du 19 juin 1956 et ordonnance du 2 janvier 1959). L'arrêté du 26 septembre 1966 instaure six sous-directions à la direction du budget : deux sous-directions à compétence générale sont chargées des synthèses budgétaires et de la fonction publique, et quatre sous-directions sectorielles se répartissent le contrôle des budgets des départements ministériels (arrêté du 23 octobre 1976). Parmi ceux-ci la gestion des affaires européennes tient une place grandissante (arrêté du 20 juillet 1989), impliquant une nouvelle adaptation structurelle, par la création d'une septième sous-direction (arrêté du 25 février 1992). En 2004, c'est par bureaux sectoriels que le nouvel organigramme de la direction et de ses services (arrêtés du 8 novembre 2004) ventile des programmes et des missions, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) qui révolutionne le cadre d'élaboration du budget de l'État et accroît la transparence des documents budgétaires rédigés par la direction du Budget. Ces bureaux assurent également la synthèse des travaux budgétaires relatifs aux ministères ou organismes correspondants à ces programmes et missions.

Si les missions de la direction du budget restent aujourd'hui inchangées, l'histoire de la direction du Budget est marquée par de grandes dates, souvent liées à l'histoire économique et financière française, comme par exemple le plan de relance de l'économie en 2009-2010 ou l'adoption et la mise en œuvre de la nouvelle gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) en 2012.

### **Évaluation, tris et éliminations**

Les doublons ont été éliminés.

### **Mode de classement**

Thématique

### **Présentation du contenu**

Ce versement comporte des documents relatifs à certaines procédures budgétaires liées aux transports en France mais également à la météorologie. On retrouve par exemple des documents concernant les voies navigables de France, les compagnies aériennes françaises, les sociétés d'autoroutes ou encore les transports en commun parisiens.

Service des archives économiques et financières

Plusieurs dossiers sont également consacrés au Fonds spécial des grands travaux, établissement public national à caractère administratif doté de l'autonomie financière et placé sous l'autorité du ministre de l'économie et des finances, ayant pour mission de réaliser ou de contribuer à financer tous travaux d'équipement dans les domaines des infrastructures des transports publics, de la circulation routière et de la maîtrise de l'énergie en milieu urbain et rural

**Indexation**

Transport

Météorologie

Préparation budgétaire

**B-0071413/1 - B-0071416/1**

Domaine fluvial.

1975-1992

**B-0071413/1**

Port Autonome de Paris (PAP), état prévisionnel des recettes et des dépenses (EPRD) (1983-1984) ; EPRD (1991) ; approbation des comptes financiers de 1980 à 1989 (1988-1990) ; PAP, budget initial de l'exercice 1992 et modificatif de celui de 1991 ; port autonome de Strasbourg (PAS), virements et crédits, budget de l'exercice 1984 ; bilan d'exploitation de la vedette Rouget-de-Lisle stationnée au PAS (1986).

1983-1992

**B-0071413/2**

Port autonome de Paris (PAP), conditions de fonctionnement du conseil d'administration (1983-1989) ; expropriation du quai de la râpée, construction du ministère de l'économie et des finances (1984-1985) ; participation du PAP dans le capital du Gie Paris-terminal (1985) ; retraite au sein du PAP (1986-1988) ; les dockers (1988) ; informatisation (1985-1986) ; PAP, renouvellement d'un membre du conseil d'administration (1988-1989) ; port autonome de Strasbourg (PAS), diagnostic, désignation de deux représentants au conseil d'administration (1987-1990) ; régularisation de M. Georges Delmas directeur du PAS (1990).

1983-1990

**B-0071414/1**

Voies navigables, projet de création d'un établissement public de la Seine-et-Oise; transfert de compétence de l'État en matière de voies navigables (1986-1988) ; comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (1986-1987) ; compagnie française de navigation rhénane (CFNR), financement du plan de redressement, composition du conseil d'administration, nominations, décret autorisant la réalisation du bief de Nieffer-Mulhouse, plan d'entreprise de la CFNR (1982-1990) ; rapport Dubois (1986-1988) ; augmentation du capital de la CFNR et fusion avec la compagnie générale pour la navigation du Rhin (CGNR) (1984-1988) ; compagnie générale du Rhône, projet d'investissement dans le cadre de la liaison Rhin-Rhône (1987-1988) ; projet d'insertion au rapport de la cour des comptes sur la CNR (1989) ; convention entre l'État et la CNR (1990) ; renouvellement du mandat du représentant de la direction du budget au conseil d'administration de la CGNR (1981) ; situation financière de la CFNR et son avenir (1982-1986) ; intervention de MM. François Grussemeyer et André Durr, députés du Bas-Rhin, sur les difficultés rencontrées par la CFNR.

1982-1990

**B-0071414/2**

Navigation fluviale, aide à la flotte Rhénane (1980) ; plan de redressement de la compagnie française de navigation Rhénane (CFNR) ; visa en dépassement des dépenses engagées sur le chapitre 45-47 des transports intérieurs correspondant à l'apport en capital de l'État au bénéfice de la CFNR (1983) ; mise à la disposition de la CFNR d'une somme de 13 millions de francs (1984) ; mise à la disposition de la CFNR d'une somme de 5 millions de francs (1984) ; mise à la disposition de la CFNR d'une somme de 3,8 millions de francs (1984) ; mise à la disposition de la CFNR d'une somme de 8 millions de francs (1985) ; mise à la disposition de la CFNR d'une somme de 8 millions de francs (1986).

1980-1986

**B-0071415/1**

Procédure budgétaire, transport fluvial, chambre nationale de la batellerie artisanale (CNBA), aides à la batellerie, paiement aux artisans bateliers d'indemnités (1975-1988) ; désignation d'un contrôleur financier auprès de l'établissement; approbation des décisions modificatives relatives au budget de la CNBA (1986-1991) ; situation

financière de la compagnie française de la navigation Rhénane; rapport sur les comptes de la compagnie générale pour la navigation du Rhin (CGNR) de 1980 à 1986; indemnités d'attente à l'affrètement pour les bateliers (1981-1991) ; fonds loi Maurice, système de taxation dans le secteur de la batellerie (1981-1984) ; amendement Plantier (1984-1986) ; office de la navigation (ONN), gestion de certains crédits de l'ONN (1984) ; placements des disponibilités de l'ONN (1987) ; comptes de l'ONN (1979-1982) ; décharge de l'agent comptable, revalorisation du taux des taxes de visa et d'exploitation perçues par l'ONN (1988-1990) ; approbation des comptes financiers pour les années 1979 à 1992 (1990) ; approbation de l'état primitif des dépenses et des recettes (EPRD) pour l'exercice 1991 (1991) ; réforme des voies navigables (1985-1991) ; péages sur la Moselle (1987).

1975-1991

Voir également la cote B-0071459/1 qui contient un dossier concernant la construction du canal du Nord (1988) et l'indemnisation de bateliers (1992) ; la cote B-0071459/2 qui contient un dossier concernant la batellerie artisanale (1988).

#### **B-0071415/2**

Transport fluvial, cour de discipline budgétaire, affaire n° 224: ONN/entreprise artisanale de transports par eau (EAETE) (1986-1988).

1975-1991

#### **B-0071416/1**

Transport fluvial, Convention entre l'office national de la navigation (ONN) et le groupement «bateliers-artisans-service commercial» (BASC) (1983). Chambre nationale de la batellerie artisanale (CNBA) (1985-1988). Convention liant l'ONN à l'Entreprise artisanale des transports par eau (EATE) (1985-1986). EATE, problèmes divers (1985-1989), liquidation (1990-1992). Réforme des voies navigables (1990-1991). Entretien avec M. Chapon, président de l'ONN du 30 juillet 1991.

1983-1992

#### **B-0071417/1 – B-0071421/1, B-0071427/1 – B-0071434/1, B-0071456/1 - B-0071459/2**

Domaine aérien et aérospatial.

1974-1995

#### **B-0071417/1**

Procédure budgétaire, transports, aviation civile, indemnisation des compagnies aériennes à la suite de conflits en 1979 (1987) ; alimentation et utilisation de la taxe parafiscale instituée pour l'atténuation des nuisances phonique (1980-1988) ; virement d'un crédit pour l'achat de quatre pavillons près de Toulouse-Blagnac; demande d'augmentation des redevances aéronautiques perçues sur l'aéroport de Lorient-Lann-Bihoué (1986).

1979-1988

#### **B-0071417/2**

Aérodromes, petites plates-formes, conventions au titre de l'article L-221-1 du code de l'aviation civile, création d'une piste aérienne en Terre-Adélie; aérodrome de Biarritz-Bayonne-Anglet (1984) ; aéroport de Fort-de-France (1985-1987) ; aéroport de Brest-Guipavas (1987-1988) ; aéroport de Belfort-Fontaine (1988) ; Air-Guadeloupe (1988-1989) ; problèmes posés pour la gestion de l'aérodrome d'Angers-Arillé (1988-1991) ; aéroport régional de Louvigny (1988-1989) ; aérodrome de Chateauroux-Déols (1988) ; Air-Réunion (1990-1991) ; aérodrome de Bordeaux-Mérignac, affaire Sodeteg (1991-1992) ; aérodrome de Saint-Nazaire (1991) ; projet de loi sur le bruit (1992).

1978-1992

#### **B-0071418/1**

Aéroports de Paris (ADP), participation et investissement (1981-1987) ; ADP, affiliation de fonctionnaires détachés à des régimes complémentaires de retraite (1984) ; contrat de plan (1985) ; contrats d'intéressement (1987-1989) ; retrait des aérodromes de



Guyancourt et de Mitry-Mory de la liste des aérodromes d'ADP (1987-1988) ; aéroport Charles de Gaulle, système de transport en site propre, marché de travaux publics (1991).

1981-1991

**B-0071418/2**

Procédure budgétaire, Aéroports de Paris (ADP), compétitivité et redevances (1984-1990) ; état prévisionnel des recettes et des dépenses (EPRD) (1986-1991) ; financement par ADP de la gare RER de l'aéroport Charles de Gaulle (1990).

1984-1991

**B-0071419/1**

Procédure budgétaire, Air-France, état prévisionnel des recettes et des dépenses (EPRD) (1991-1993) ; problèmes d'exploitation financière, arrêt envisagé (1981-1992) ; aviation civile, école nationale de l'aviation civile (1991).

1981-1993

**B-0071419/2**

Transport aérien. - Air-France, politique salariale (1982-1990) ; politique salariale d'Air-France et de la Compagnie UTA (1991) ; cinquantenaire d'Air-France (1983) ; réforme du régime de la caisse de retraite du personnel au sol (CRAF) (1984-1986) ; mise en place d'un plan d'intéressement du personnel (1985-1988) ; productivité, compétitivité (1986-1988) ; rencontre avec Jacques Attali président directeur général d'Air-France (1992) ; transport aérien, restructuration (1988) ; instance, Garp-Ags contre Air-France (1988-1989) ; social (1990-1991) ; projet de décret approuvant les statuts d'Air-France (1992) ; utilisation d'Air-France par l'administration.

1982-1994

**B-0071420/1**

Transport aérien. - Air-France, cession de l'hôtel Méridien (1983-1984) ; projet de nouvelle grille tarifaire (1986) ; participation dans la Compagnie Euro-Berlin(1988) ; prise de participation ou cession (1988-1991) ; situation d'Air-France en Algérie (1988) ; Air-France-Finances (1989) ; tarif du groupe (1990-1991) ; Air-Afrique (1991) ; achat du siège social d'Air-France par la caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) (1991) ; rapprochement Uta-Air-France ; convention de la location-gérance de l'activité aérienne d'UTA ; projet de modification de la caisse de retraite des personnels au sol (CRAF) ; projet de modification au règlement de la CRAF (1991) ; regroupement Air-France, Air-Inter, décision de la CEE (1990) ; situation de l'activité d'Air-France en 1991 ; contrat de plan (1986-1993) ; investissement dans Continental-airlines (1992) ; rapprochement entre Air-France et Sabena (1992).

1983-1993

**B-0071421/1**

Transport aérien. - Air-Inter, subvention à l'acquisition et à l'exploitation d'avions Mercure (1974-1984) ; voyages de service de l'administration, règles de préférence en faveur des compagnies françaises (1983) ; capital de la société (1986) ; Air-inter, contentieux personnel (1987) ; orientations et restructuration du secteur aérien (1988-1989) ; cession à Air-France et à Air-inter d'une partie de la participation de la Société nationale des chemins de fer (SNCF) dans Air-inter (1987) ; grèves à Air-inter, impact (1989-1990) ; projet Antares (1991) ; tarifs des des deux compagnies (1990) ; situation d'Air-inter (1990-1992) ; amendement Rausch (1991) ; Orly-val (1992-1993).

1974-1993

**B-0071427/1**

Aviation civile, création d'un budget annexe de l'aviation civile (BAAC), nomenclature du BAAC (1990-1991) ; projet de loi de finances (PLF) pour l'exercice 1992, perspectives, 1<sup>re</sup> phase, 2<sup>e</sup> phase examen de l'article de loi relatif à la taxe de sûreté (1991) ; rétrospective 1981-1991 du budget aviation civile (1992).

**B-0071428/1**

Navigation aérienne. - Personnel, intéressement (1987-1988) ; problèmes posés par la formation des pilotes du transport aérien (1988-1990) ; rapport Parmentier sur l'aviation légère (1983) ; aides de l'État pour la relance de l'aviation légère et sportive (1983-1986) ; navigation aérienne (1987) ; personnel de la navigation (1987-1988) ; relations entre l'État et les gestionnaires d'aéroports (1987-1988) ; décrets des pilotes du service de la formation aéronautique et du contrôle technique (SFACT) (1990) ; personnels de l'aérien (1991-1992) ; plan de localisation de la direction générale de l'aviation civile (DGAC) (1993).

1987-1993

**B-0071429/1**

Procédure budgétaire, transport aérien, aviation civile, projet de loi de finances (PLF) et loi de finances rectificative (LFR) pour l'exercice 1989 (1988-1989) ; perspectives et LFR pour l'exercice 1990 (1989-1990) ; PLF et LFR pour 1991, dossier d'arbitrage (1991) ; protocole « aviation civile » et application budgétaire, audit (1990-1991).

1988-1991

**B-0071430/1**

Budget annexe de la navigation aérienne (BANA), projet de loi de finances (PLF) de l'année 1990 et de l'année 1991, réforme de la nomenclature de la BANA (1988-1990) ; recouvrement de la taxe de sécurité (1989-1991) ; extension du champ d'application de la BANA (1990) ; budget annexe de l'aviation civile (BAAC), projet de loi de finances de l'année 1994 (1993).

1988-1993

**B-0071431/1**

Fixation par les gestionnaires d'aéroports du taux des redevances aéronautiques (1987-1988) ; aéronautique, projet de loi de finances (PLF) des exercices 1988 et 1989 (1987-1988) ; perspectives budgétaires pour l'année 1989 (1988) ; musée de l'air du Bourget (1977-1990) ; réaménagement des conditions de remboursement des aides consenties par l'État (1988-1989) ; contrôles effectués par le service de la formation aéronautique et du contrôle technique (SFACT) (1988-1989) ; création et suppression d'emplois au budget de l'aviation civile (1990-1991) ; gestion de l'agence Eurocontrol (1990).

1987-1990

**B-0071432/1**

Snecma, plan d'actions technologiques (PAT) (1983-1985) ; PAT de la Snecma dans le domaine des moteurs civils (1985) ; impact du niveau du dollar sur la compétitivité de l'aéronautique française (1986-1987) ; création d'un établissement public national de l'aéronautique civile (1987) ; lettre du directeur de la Snecma à M. Pierre Bérégovoy (1990) ; suppression de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) sur le transport aérien intérieur (1990) ; financement du programme gros moteurs UDF (1986-1987) ; projet de réponse concernant le traitement comptable des avances remboursables aéronautiques (1988) ; intéressement à la Snecma (1988-1990) ; programme moteur GE 90 (1988-1990) ; financement de la Snecma (1989) ; projet de protocole État-Snecma sur le moteur CFM 56-5c (1989) ; entretien avec M. Gallois, président de la Snecma (1991) ; filiales, Hispano-Suiza, Messier-Bugatti, Société européenne de propulsion (SEP) (1992) ; Snecma, situation et perspectives de l'activité militaire (1992) ; projet Eurodisney, 2<sup>e</sup> phase, lettre de M. Eisner, directeur général de Disney SA à M. Pierre Bérégovoy (1992).

1983-1992

**B-0071433/1**

Réflexions sur la situation et les perspectives de l'industrie aéronautique civile ; Aérospatiale, personnel (1983-1992) ; avenant au protocole État-SMIAS relatif au développement de l'hélicoptère «Ecureuil AS-351» ; Airbus, programme A 330/A 340, modifications envisagées de la structure du Gie Airbus (1987-1988) ; filiales et participations de l'aérospatiale (1987) ; réforme comptable de la SNECMA (1987-1989) ; protocole entre l'Etat et l'Aérospatiale relatif au développement de l'hélicoptère «super Puma As-332» ; situation des filiales de l'Aérospatiale, Sogerma, Socéa, Socata (1988) ; plan stratégique de l'Aérospatiale, situation, risques sur les garanties accordées (1989-1992) ; application de la loi Dsp à UTA et dans l'aéronautique (1990) ; situation du programme ATR et le programme du rachat de Haviland (1990) ; le délégué général à l'espace (1990-1991) ; rapport préliminaire de la Cour des comptes sur la société Aérospatiale (1991) ; Airbus/Gatt, remise en cause du système d'avances remboursables à la construction aéronautique, état des négociations (1991-1992) ; entrevue avec M. Gallois, président de l'Aérospatiale (1992).

1981-1992

**B-0071433/2**

Société Aérospatiale (1986) ; programmes Airbus A330/A340 (1987) ; achat d'Airbus par Air-France, conseil d'administration (1987) ; projection du coût budgétaire des programmes aéronautiques civils (1987) ; préparation du comité interministériel sur le programme A330/A340, financement prévisionnel de l'Aérospatiale (1987) ; substitution de dotation en capital à des avances remboursables aéronautiques (1987) ; programme aéronautique civil, stratégie d'extension de la gamme Airbus et programme Udf de General-electric et de la SNECMA (1988) ; prévisions de la production et des livraisons du programme Airbus (1988-1989) ; société Marcel Dassault, situation, programme Falcon 2000, évolution des rémunérations des employés (1989).

1986-1988

**B-0071434/1**

Personnels en coopération auprès de l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) (1985-1991) ; réorganisation de la desserte aérienne des DOM (1985-1986) ; Air-Calédonie International (1985-1988) ; dommages dus au bruit autour des aéroports (1990-1992).

1985-1992

**B-0071456/1**

Procédure budgétaire, transports, aviation civile, loi de finances rectificative (LFR) pour l'exercice 1988, perspectives, projet de budget et régulation des crédits pour l'année 1989 (1988-1989) ; budget 1ere phase, exercice 1990 et régularisation des crédits (1989-1990) ; rétrospective 1981/1991 (1991) ; Projet de loi de finances pour l'année 1992 (1991).

1987-1991

**B-0071456/2**

Procédure budgétaire, transports, aviation civile, report anticipé de crédits (1987) ; règlement des avances faites par le port autonome du Havre-Octeville (1988) ; financement d'une piste aérienne en Terre-Adélie; transfert de crédits du budget de l'aviation civile au budget des DOM-TOM (1991) ; financement des dépenses de contrôle technique d'exploitation (1990) ; subventions d'investissement accordées par l'État, bases aériennes, équipement d'intérêt régional (1991) ; modalités de rattachement par voie de fonds de concours de diverses recettes provenant de la rémunération de certains services rendus par la Direction de l'aviation civile (DGAC) (1987) ; modalités de rattachement des fonds de concours du service de la formation aéronautique et du contrôle technique (1988) ; modifications de certaines dispositions du code de l'aviation civile (1988) ; arrêtés portant transfert d'un crédit de 8 420 000 francs du budget de

l'aviation civile au budget de la défense (1988-1991) ; dépenses de fonctionnement au conseil supérieur de l'aviation marchande (1988) ; arrêté d'annulation de crédits ouverts dans le budget de l'aviation civile (1988) ; projet d'arrêté fixant les modalités de rattachement au budget de l'aviation civile du produit de cession de certaines catégories de matériel (1988) ; arrêté portant transfert de crédits du budget des transports terrestres à l'aviation civile (1989) ; projet de modification de l'arrêt du 28 février 1981 sur la redevance concernant la réception des passagers perçues par les gestionnaires d'aéroports (1990) ; arrêté de répartition de crédits du budget annexe de l'aviation civile (1992).

1987-1992

#### **B-0071457/1**

Aviation civile, problème posé par le règlement des dépenses afférentes au secrétariat du Joint airworthiness requirements (JAR) ; dépenses de fonctionnement du conseil supérieur de l'aviation civile (1987) ; financement du contrôle des aéronefs (1987) ; fermeture de l'aéroport de Belfort-Fontaine (1989) ; emplois d'électroniciens de la sécurité aérienne (1989) ; examen des personnel navigant professionnels, création du fonds de concours (1989) ; modalité de rattachement des fonds de concours du service de la formation aéronautique et du contrôle technique (1989) ; projet de décision relative aux concours de recrutement des élèves-pilotes de transport (1990) ; nomination des membres du conseil supérieur de l'aviation marchande (CSAM) (1989) ; dépense de fonctionnement du CSAM (1989-1990) ; financement de dépenses relatives au contrôle technique d'exploitation des aéronefs (1989) ; abrogation du décret n°81-577 du 12 mai 1981 créant la redevance de sûreté (1990) ; station radar mono pulse d'Auch-Lias (1988) ; recrutement en 1989 d'ingénieurs et techniciens de l'aviation civile (1989) ; projets d'arrêté et de décret modifiant et complétant le code de l'aviation civile (1990-1991) ; projet de décision relatif au concours de recrutement des élèves-pilotes de transport en 1991 (1991) ; financement des dépenses de contrôle technique d'exploitation (1990) ; surnombre d'emplois de techniciens de l'aviation civile (1990) ; aérodrome de Beauvais-Tillé, aérodrome, renouvellement de la concession d'outillage public (1990) ; avenants aux cahiers des charges de la concession d'outillages public accordés aux chambres de commerce et d'industrie de Beauvais et d'Ajaccio-Sartène (1988-1992).

1987-1990

#### **B-0071457/2**

Aviation civile, financement d'une piste aérienne en Terre-Adélie (1990) ; suppression de la mission des grands travaux aéronautiques (1991) ; dépenses de fonctionnement du conseil supérieur de l'aviation marchande (CSAM) ; nomination de M. Jean Peyrot au CSAM (1991) ; dépenses de fonctionnement du CSAM (1992) ; financement des travaux sur l'aérodrome de Cayenne-Rochambeau en Guyane (1992) ; revalorisation des remboursements pour délivrance de certificat d'immatriculation (1992) ; projet de décret modifiant l'article D 121-12 du code de l'aviation civile (AC) (1992) ; projets de décret transposant dans le code de l'AC les dispositions du code des postes et télécommunications (1992) ; arrêté interministériel modifiant le cahier des charges de la concession de l'aéroport d'Ajaccio (1992) ; avenants n° 4 et 5 au cahier des charges de la concession d'outillage public accordée à la chambre de commerce et d'industrie (CCI) d'Ajaccio-Sartène (1991-1992) ; concessions de l'aéroport de Marseille-Marignane et de Bastia-Propertea (1992) ; aéroport d'Agen (Lot-et-Garonne) (1990) ; concession accordée à la CCI de Toulouse pour l'exploitation de l'aéroport Toulouse-Blagnac (1992) ; concession accordée à la CCI de l'Oise pour l'exploitation de l'aéroport Beauvais-Tillé (1991) ; projets d'avenants au cahier des charges de la concession d'outillage public accordée aux CCI de Tarbes, de Brest, de Rennes, de la Vienne pour l'exploitation des aéroports sous leurs tutelles (1991-1992)..

1990-1992

**B-0071458/1**

Procédure budgétaire, transports, aviation civile, budget annexe de l'aviation civile (BANA), ouverture de crédits complémentaires sur le BANA (1987) ; imputation du reversement au budget général de la part météorologie de la redevance pour services terminaux de la navigation aérienne (1987) ; ouverture d'autorisation de programme complémentaire dans le budget de la BANA (1987) ; tarification 1988 de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne et de la redevance route (1987) ; déblocage des crédits du budget de la BANA (1987) ; modalités de prise en charge de la part État de l'augmentation de Sofravia (1987) ; ouverture de crédits complémentaires sur le budget BANA (1988-1990) ; tarification des redevances de route et redevances d'approche (1989-1991).

1987-1991

**B-0071458/2**

Procédure budgétaire, transports, aviation civile, projet de décret de virements de crédits au sein du budget d'équipement (1987) ; projets de décrets et de virements de crédits au sein du budget de l'aviation civile (1988-1989) ; fixation par les gestionnaires d'aéroports du taux des redevances aéronautiques (1988) ; création d'un fond de concours au budget de l'aviation civile (1988) ; transferts de crédits des budgets, de l'aviation civile, des transports terrestres, du premier ministre (1990-1991) ; protocole relatif à l'avance remboursable du programme ARIEL II (1991) ; déblocage de crédits en faveur de la direction générale de l'aviation civile (1992).

1987-1992

**B-0071459/1**

Transport aérien. - Aéroports de Paris (ADP), renouvellement des membres du conseil d'administration d'ADP (1989) ; transfert du reliquat de redevance pour atténuation des nuisances phoniques au fonds spécial d'ADP (1992) ; prise de participation d'ADP dans Aeroacom et dans la société de gestion du centre de logistique du fret aérien (1992) ; renouvellement des membres du conseil d'administration d'Air-France (1989) ; nomination de Mme Isabelle Bouillot, directeur du budget, en qualité d'administrateur de la compagnie Air-France et de M. Jean-Dominique Comolli au conseil d'administration d'UTA (1991) ; tarifs d'Air-France à destination des départements d'outre-mer (1992) ; service technique de la navigation aérienne, transfert à Toulouse (1989) ; financement du relogement de la direction de la navigation aérienne (1989) ; conditions d'application de la redevance de route (1990-1992) ; dégel partiel des crédits reportés au titre du report général au 7 septembre 1992 en faveur du budget du transport aérien et espace (1992) ; Office des transports de la région de Corse (OTRC), désignation du représentant du ministre chargé du budget au conseil d'administration de l'OTRC (1988-1990) ; voies navigables, construction du canal du Nord, indemnisation d'une société expropriée (1988) ; indemnisation des bateliers victimes de la grève des dockers (1992).

1989-1995

**B-0071459/2**

Procédure budgétaire, transports, aérien, Aéroports de Paris (ADP), approbation de l'état de prévisions, de recettes et de dépenses (EPRD) d'ADP (1989-1992) ; approbation des comptes financiers d'ADP pour les années 1984 à 1986 (1992) ; batellerie artisanale, approbation des décisions modificatives n° 3 et 4 au budget de la chambre nationale de la batellerie artisanale (1988).

1988-1992

**B-0071460**

Transports en commun.

1987-1993

**B-0071460/1**

Procédure budgétaire, transports, demande de transfert de crédits du ministère des transports vers le ministère de l'intérieur (1987) ; actualisation pour l'exercice 1988 des montants de la taxe parafiscale «formation professionnelle dans les transports» (1987) ; aides de l'État aux transports collectifs de province (1987) ; fixation des taux de la taxe parafiscale instituée en vue du développement de la formation dans les transports pour l'exercice 1988 (1988) ; financement des infrastructures de transport collectif de province (1988) ; arrêté portant transfert d'un crédit de 13 980 francs et de 13 840 000 francs au budget de la défense (1990) ; maintien d'une ligne budgétaire en faveur des transports collectifs de Melun-Sénart (1991).

1987-1991

**B-0071460/2**

Transports. - Choix du concessionnaire pour la desserte d'Orly en site propre (1987) ; financement d'un franchissement dénivelé de voies ferrées dans la commune de Franconville (1987) ; construction de la ligne A du métro de Toulouse, établissement du protocole d'accord entre l'État et le syndicat mixte des transports en commun de Toulouse (SMTC) ; projet de liaison hectométrique entre la gare d'Austerlitz et la gare de Lyon (1988) ; métro de la communauté urbaine de Strasbourg (1988) ; projet de circulaire relatif au dispositif de modernisation des autocars (1987) ; décret portant abrogation de l'article 40 du décret du 14 novembre 1988 modifié relatif à la coordination des transports routiers et ferroviaires (1988) ; remplacement d'un membre titulaire et d'un membre suppléant au conseil national des transports (CNT) (1987-1988) ; actualisation des compensations versées par les départements au titre des tarifs sociaux (carte «améthyste») en région parisienne pour 1987 (1987) ; circulaire sur les aides de l'État aux transports collectifs de province pour 1988 (1987) ; interventions de MM. Olivier Guichard et Robert Savy concernant la situation des transports collectifs de personnes (1988) ; rapport de l'inspection générale des finances et du conseil général de ponts et chaussées sur les coûts de fonctionnement de la régie autonome des transports parisiens (RATP) (1993).

1987-1993

**B-0071435/1 – B-0071438/1, B-0071442/1 - B-0071445/1**

Transport routier.

1970-1993

**B-0071435/1**

Autoroutes. - Politique salariale, rémunération des dirigeants, limite d'âge ; fiscalité autoroutière, redressement des sociétés d'autoroutes (1985-1988) ; tarifs autoroutiers (1986-1989) ; péages, rachats de péages, conventions tarifaires (1976-1986).

1976-1989

**B-0071435/2**

Procédure budgétaire, transports, autoroutes, caisse nationale des autoroutes (CNA), approbation des comptes financiers (1990-1991).

1989-1991

**B-0071436/1**

Autoroutes de France (ADF), approbation des budgets, répartition des 200 millions de francs au bénéfice des sociétés d'économie mixte d'autoroutes (SEM) (1984-1991).

1984-1991

**B-0071437/1**

Société des autoroutes du Nord et de l'Est de la France (SANEF) (1970-1991) ; Société de l'autoroute de la vallée du Rhône (SAVR) devenue Société des autoroutes du Sud de

la France (ASF) (1973-1974) ; Société de l'autoroute Paris-Lyon (SAPRR) (1973-1978) ; ASF (1976-1978).

1970-1981

**B-0071437/2**

Société des autoroutes Rhône-Alpes (AREA) (1976-1982) ; Société de l'autoroute Paris-Normandie (SAPN) (1987-1990) ; Société du tunnel du Mont-blanc (1989-1990).

1989-1991

**B-0071438/1**

Société d'autoroute Paris-est-Lorraine (APEL) ; financement des déficits d'APEL et institution d'un fonds de péréquation des autoroutes, situation et difficultés financières d'APEL (1975-1980) ; société du tunnel Sainte-Marie aux mines, versement d'une avance d'équilibre, aides budgétaires (1977-1983) ; société française du tunnel routier de Fréjus, (SFTRF), difficultés financières (1980) ; Incidence financière des interventions effectuées par les pompiers du département de l'Yonne sur l'autoroute A6 (1984).

1975-1984

**B-0071442/1**

Routes. - Contrats État-Régions (CER) (1988-1989) ; comité interministériel d'aménagement du territoire (1986-1988) ; schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France: notes, tableaux (1991).

1986-1991

**B-0071442/2**

Procédure budgétaire, routes, préparation des contrats État-Régions pour les années 1988-1993 (1988).

1988

**B-0071443/1**

Transport routier. - Procédure budgétaire, routes et sécurité routières, projet de loi de finances (PLF) et dossier d'arbitrage pour l'exercice 1989 (1988) ; routes, reports de crédits de 1989 à 1992 (1990-1992) ; mise en œuvre de la régulation (1991) ; PLF, projet de loi de finances rectificatives (PLFR) et loi de finances rectificatives (LFR) ; direction de la sécurité routière et de la circulation routière (DSCR), PLF pour l'année 1990 (1989) ; DSCR, PLF, perspectives, 1re phase pour 1994 (1993) ; direction des routes, projet de budget 1990 (1989) ; note budget sur les perspectives 1994 (1993) ; PLF pour l'exercice 1994 ; direction des routes (1993).

1988-1993

**B-0071444/1**

Autoroutes de France (ADF), mode de financement des déficits d'exploitation des sociétés d'économie mixte (SEM) par ADF (1984) ; utilisation de l'excédent 1984 d'ADF (1984) ; projet de décret approuvant les avenants aux taxes de concession des SEM relatives à ADF (1984) ; intégration des avances de l'État dans les comptes d'ADF (1986-1991) ; versements sur les fonds propres de la Société d'autoroutes du Nord et de l'Est de la France (SANEF) (1991) ; déplafonnement des versements d'ADF au budget de l'État au titre de 1991 (1992) ; perspectives, remboursements d'ADF (1990) ; rattachement de 256 millions de francs provenant des remboursements d'ADF au budget des routes (1990) ; état détaillé des avances d'ADF (1991) ; projet de décret donnant la qualité d'ordonnateur au président d'ADF (1991) ; fonds de concours et avances autoroutières (1991) ; sécurité routière, mise en œuvre du paiement immédiat des amendes (1989) ; financement de la campagne d'information sur la sécurité routière (1987) ; versement d'une provision au centre national de la cinématographie (1987) ; versement par l'État de subventions à certaines collectivités territoriales ayant participé à un concours sur le thème de la sécurité routière en ville (1987) ; prise en charge par les sociétés d'autoroutes du coût de 2000 gendarmes (1989) ; contrats de plan État-Région

(1988) ; le secours routier (1988-1989) ; la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les autoroutes (1988-1991) ; plan comptable professionnel des autoroutes (1989).

1984-1991

**B-0071445/1**

Autoroutes de France (1983-1990) ; Jeux olympiques d'Albertville, investissements routiers, réaménagement de l'aéroport de Courchevel (1985-1987) ; examen de la gestion du tunnel du Mont-blanc par la Cour des comptes (1989) ; liaison transmanche (1985-1986) ; autoroutes, péages (1986-1989) ; réalisation de l'A57 Toulon-Le Luc (1986-1988) ; revente des emprises acquises dans le cadre des projets routiers d'île-de-France (1986) ; réalisation de l'autoroute A5 Paris-Troyes; financement du contournement autoroutier de Colmar (1987) ; lancement du pont de Chaviré à Nantes sur la Loire (1987) ; projet de décret modifiant l'article R123 du code de la route (1987) ; raccordement du MIN de Rungis à l'A86 et à l'A6 (1987) ; financement de travaux routiers sur le pont de l'Ill à Mayenheim (1987) ; Cofiroute, A71 Salbris-Bourges (1986-1987) ; ouvrages à péage, réglementation (1987-1990) ; extension du schéma directeur des autoroutes (1988) ; projet de réponse à l'intervention du président de l'association contre le projet d'autoroute transchablaisienne (1988) ; système autoroutier (1987-1988) ; huitième avenant à la convention de concession d'ASF (1988) ; création de services spéciaux temporaires, construction et aménagement de centres d'exploitation d'autoroutes non concédées (1988) ; ADF, A64 (1988-1989) ; réaménagement territorial de la route de la Mure (1989-1990) ; personnel des autoroutes, intéressement, retraites (1989) ; SAPN, autoroute Orgeval- La Défense A14, embranchement A29/A13 Dieppe-Evreux (1987-1988) ; situation financière du secteur autoroutier, tableau de lancement d'autoroutes (1990-1991) ; étude sur l'extension du réseau autoroutier de 1991 à 2015 par la société centrale d'équipement du territoire (1991) ; autoroute du littoral A55, Marseille-Fos-Aix (1991) ; tunnel entre Monaco et la RN7 (1991) ; Safer, Lozère, A75 (1990-1992) ; pont de Tancarville et de Honfleur (1987-1988) ; A26, Calais-Nordausques (1987).

1983-1992

**B-0071446/1 - B-0071450/1**

Transport ferroviaire.

1981-1994

**B-0071446/1**

Société nationale des chemins de fer (SNCF), situation (sauf banlieue parisienne) (1981). Tarifs sociaux appliqués à la SNCF, réforme, propositions d'orientations, points d'arbitrage sur le futur cahier des charges (1982-1983). Préparation du contrat de plan État-SNCF pour la période 1990-1994 (1989). Contrat de plan et accord (1990).

1981-1990

**B-0071447/1**

SNCF, activité et résultats pour l'exercice 1983, projet de budget et approbation des comptes pour les exercices 1985 et 1986 (1984-1988), projet de budget, relèvement tarifaire, dotation en capital, perspectives pour l'exercice 1987 (1986-1987) ; projet de budget, exécution et approbation des comptes pour les exercices 1988, 1989 et 1990 (1987-1990) ; exécution, approbation des comptes, révision et loi de finances rectificative pour l'exercice 1991 (1990-1992).

1984-1992

**B-0071448/1**

Société nationale des chemins de fer (SNCF), financement du plan de conversion du chemin de fer de la Mure (1987) ; financement du fonctionnement de la commission intergouvernementale du tunnel sous la manche (1985) ; cahier des charges de la SNCF (1983) ; financement de la gare-TGV-Nord de Lille (1988) ; investissements (1988) ; projet de réponse à MM. Delelis et Darras, sénateurs, au sujet du TGV-Nord (1987) ;



financement de l'infrastructure de la ligne nouvelle du TGV-Atlantique (1987) ; Contrat de plan SNCF/État pour la période 1985-1989 (1984) ; Contrat de plan SNCF-État pour la période 1990-1994 (1989) ; financement du régime des charges de retraite et compensation par l'État (1994) ; comptes régionaux (1984-1994) ; transfert de crédits d'un montant de 237 000 francs (1988) ; banlieue, projet d'arrêt des comptes SNCF pour les exercices 1978-1979, programme d'investissement pour l'exercice 1988, budget initial pour 1992 (1987-1991) ; loi de finances rectificative pour l'exercice 1992, budget de l'exercice 1994 et perspectives de l'année 1995 (1992-1994).

1985-1994

**B-0071449/1**

Société nationale des chemins de fer (SNCF), réforme (1982) ; endettement à long terme de la SNCF, politique salariale et retraites, projet de cession de l'armement naval (1987) ; une entreprise dur le chemin du redressement (1988) ; SNCF Banlieue (1991-1992) ; évolution du fret (1986) ; transferts aux départements des services routiers de la SNCF dits «de substitution» (1986-1987) ; contribution de l'État aux charges de retraite de la SNCF (1989) ; cession de l'armement naval (1987-1989) ; incidence financière sur les comptes, retraite de l'intégration de fractions d'indemnités (1988) ; électrification de la ligne Paris-Caen-Cherbourg (1988-1989) ; transfert du chemin de fer de Saint-Georges-de-Comies à la Mure au département de l'Isère (1988) ; fermeture de la ligne Dieppe-Newhaven (1992) ; tarifs carte-famille (1984) ; tarification sociale (1985-1988) ; tarifs étudiants (1986) ; tarifs des marchandises et des voyageurs (1983-1990) ; tarifs TGV pour l'année 1990 (1990).

1982-1992

**B-0071450/1**

Société nationale des chemins de fer (SNCF), TGV-Nord état d'avancement du projet, projet de financement : rapport de la commission des trains, dossier de décision (1986-1988) ; TGV-Est, étude préliminaire, projet de financement, rapport de M. Essig relatif à la réalisation du TGV-Est, évolution du dossier, possibilités de phasage (1986-1991) ; SNCF et Euro tunnel trans-manche (1986-1987) ; interconnexion des TGV en Île-de-France (1987) ; gare TGV de Disneyland (1988) ; contournement de la ville de Lyon (1987-1988) ; schéma directeur des Tgv (1988-1991) ; TGV Méditerranée et Est (1989-1990).

1986-1991

**B-0071439/1 – B-0071440/2, B-0071454/1**

Transports terrestres.

1988-1993

**B-0071439/1**

Procédure budgétaire, transports terrestres, perspectives des années 1989 à 1993 (1988-1992) ; projet de loi de finances sur les transports terrestres, dossiers d'arbitrage pour les années 1991-1993 (1990-1992)

1988-1992

**B-0071440/1**

Loi de finances rectificative des exercices 1990, 1991 et 1992 (1989-1992) ; analyse rétrospective du budget des transports terrestres de 1981 à 1992 (1992).

1989-1992

**B-0071440/2**

Contrat de développement des transports terrestres en Ille-et-Vilaine (1987) ; virements de crédits au sein du budget des transports terrestres (1987) ; arrêtés portant transferts de crédits du budget des transports vers l'agriculture, la défense et l'éducation nationale (1987) ; gestion 1990 et 1991, arrêtés de répartition au sein du budget des transports terrestres (1990-1991) ; exécution de l'exercice 1991 et crédits budgétaires relatifs aux voies navigables (1991) ; régulation des dépenses budgétaires, plan économique et

social de la batellerie (1991) ; reports de crédits (1990-1991) ; fonds de régulation budgétaire, transports terrestres (1991).

1987-1991

**B-0071454/1**

Procédure budgétaire, transports terrestres, loi de finances rectificative (1989) ; perspectives, loi de finances rectificative (LFR) pour l'exercice 1990 (1989-1990) ; exercice 1991, lettre plafond, projet de loi de finances (PLF), dossier d'arbitrage (1990) ; perspectives, PLF et LFR pour les exercices 1992 et 1993 (1991-1993) ; perspectives pour l'année 1994 (1993) ; demande de décret de virement du chapitre 46-42 au bénéfice du chapitre 45-45 du budget des transports terrestres (1992) ; arrêté de répartition de crédits du chapitre 35-42 du budget des transports terrestres (1992).

1989-1993

**B-0071422/1 - B-0071424/2**

Transports en Corse.

1983-1992

**B-0071422/1**

Office des transports de la région de Corse (OTRC) ; désignation du représentant du ministre chargé du budget au conseil d'administration de l'OTRC, renouvellement des membres (1983-1986) ; statuts et rémunération des personnels (1984-1986) ; achat ou location de locaux (1985) ; comités interministériels consacrés à la Corse (1989) ; rapport PRADA sur la Corse (1989) ; tables rondes sur la continuité territoriale en Corse (1987-1990) ; projet de loi portant statut de la Corse (1990).

1983-1990

**B-0071422/2 - B-0071422/3**

Conventions entre l'État et la région Corse pour la mise au cœur de la continuité territoriale entre la Corse et le continent (1984-1986) ; renégociation de ces conventions et leurs avenants (1990-1991).

1984-1991

**B-0071422/2**

1984-1991

**B-0071422/3**

1989

**B-0071423/1**

Procédure budgétaire, Corse, budget de l'office des transports de la Corse (OTRC) (1984-1991) ; régime financier et comptable (1984-1988) ; dotation de continuité territoriale (1984-1990) ; TVA, taxation des transports de marchandises en Corse (1990) ; aide à la viticulture Corse (1992) ; redevance territoriale sur les passagers transportés (1992) ; rapport de l'OTRC sur les sociétés Pittaluga et Someca (1989) ; proposition de modification du décret 83-826 du 16/09/1983 relatif à la gestion et au budget de l'OTRC (1989).

1984-1992

**B-0071424/1**

Dessertes, coûts et tarifs ; vente par la Compagnie générale maritime (CGM) de ses parts dans la Compagnie méridionale de navigation (CMN) (1993-1990) ; convention entre l'office des transports de la région Corse (OTRC) avec la CMN et la Société nationale maritime Corse méditerranée (SNCM) (1987-1990).

1983-1990

**B-0071424/2**

Conventions entre l'office des transports de la région (OTRC) et Air-Corse, Air-inter, Air-France et TAT (1987-1990) ; création d'une compagnie régionale «Compagnie aérienne Corse-méditerranée» (1988-1991) ; exploitation des lignes aériennes Toulon-Ajaccio et Toulon-Bastia par la compagnie Kyrnair (1990) ; tarification et taxation des

transports de marchandises et de personnes de la région (1990-1991) ; proposition de l'OTRC en vue d'instaurer un tarif préférentiel pour les résidents corses sur les lignes aériennes bord-à-bord ; transport de ciment entre la Corse et le continent (1990-1991).

1987-1991

Voir également la cote B-0071459/1 qui contient un dossier concernant l'OTRC (1988-1990).

#### **B-0071451/1 - B-0071453/2**

Transports en région parisienne.

1979-1993

#### **B-0071451/1**

Régie autonome des transports parisiens (RATP), contrat de plan pour 1990-1994 (1988-1990) ; compensation des charges de retraite du personnel dans le cadre du contrat de plan (1990-1991).

1988-1990

#### **B-0071451/2**

Régie autonome des transports parisiens (RATP), exercices 1985, 1987 et 1988 (1984-1990) ; exercices budgétaires 1990, 1991 et 1992 (1989-1992).

1984-1992

#### **B-0071452/1**

Transport urbain. - Réforme des transports parisiens (1979-1987).

1979-1987

#### **B-0071452/2**

Transports. - Contrat de plan État-Région (CPER) (1985-1993)

1985-1993

#### **B-0071453/1**

Régie autonome des transports parisiens (RATP), tramway Saint-Denis/Bobigny (1983-1986) ; prise de participation dans la société Transcommunication (1986-1988) ; maison de la RATP (1987-1991) ; échec du projet Aramis (1987) ; projet de convention RATP-EPAD relatif au financement du prolongement de la ligne n°1 à La Défense (1987) ; réexamen de la baisse tarifaire prévue à la RATP pour le 01 janvier 1988 ; plan triennal de la RATP (1988-1990) ; réduction du prix de la carte orange de 50% en 1989 (1988) ; desserte d'Eurodisneyland par la ligne A du RER (1986-1987).

1983-1987

Voir également à la cote B-0071432/1 qui contient un dossier concernant le projet Eurodisney (1992).

#### **B-0071453/2**

Transports collectifs. - Transports parisiens, tarifs-réduits, carte émeraude, carte améthyste (1984-1987) ; produit des amendes dans le domaine des transports collectifs de la région parisienne (1986) ; projet d'arrêté portant approbation de conventions et de protocoles entre le syndicat des transports parisiens et différentes entreprises de transport public de voyageurs dans la région des transports parisiens (1987) ; projet de décret modifiant le décret su 07 janvier 1959 relatif à l'organisation de voyageurs dans la région parisienne et à l'article R-263-6 du code des communes (1987) ; projet de décret relatif à la répartition entre les départements d'Île-de-France des charges de financement des transports parisiens (1987) ; participation des entreprises de transport en région parisienne au budget de fonctionnement du syndicat des transports parisiens (STP) pour 1987 (1987) ; incidence de la réduction du taux de TVA sur les tarifs des transports publics parisiens (1988) ; subvention aux transports publics en région parisienne (1988) ; répartition des charges départementales au titre de l'exploitation des transports en commun dans la région des transports parisiens (1988) ; transports, métros et tramways de province (1987-1990) ; desserte en site propre de l'aéroport d'Orly (1987-1988) ; METEOR (1989-1990) ; sécurité dans les transports parisiens (1991).

1984-1991

**B-0071425/1 – B-0071426/1, B-0071455**

Météorologie.

1987-1993

**B-0071425/1**

Procédure budgétaire, météorologie, budget de l'exercice 1989, perspectives, 1<sup>re</sup> phase, loi de finances rectificative (LFR), rapport de la cour des comptes sur cet exercice (1988-1991) ; perspectives et LFR pour l'exercice 1990 (1989-1990) ; mise en place d'un budget annexe à la météorologie nationale en 1991 (1990) ; budget, perspectives, LFR (1991-1994) ; procédure budgétaire, rétrospective de 1981 à 1992 (1992) ; transfert géographique de la météorologie nationale à Toulouse inclus dans le projet de loi de finances de 1991, frais de changement de résidence, indemnités spéciales de mobilité (1988-1991).

1988-1993

**B-0071426/1**

Couverture des jeux olympiques d'hiver d'Albertville (1987) ; intéressement des personnels de Météo-France (1991-1992) ; crédit bail pour la réalisation immobilière de la météorologie nationale à Toulouse, demande de surnombre temporaire lié au transfert à Toulouse (1987-1989) ; banque de données pluviométriques (1987-1988) ; création d'un service météorologique interrégional (1987-1988) ; conflits sociaux (1988-1989) ; textes relatifs à l'organisation des services de la météorologie (1988-1991) ; rachat par la météorologie nationale du réseau de la Société Météorage (1990) ; réforme météo (1991-1992) ; étude du service météorologique britannique par l'inspection générale des finances (1991) ; transformation de la météorologie nationale en établissement public administratif (1992).

1987-1992

**B-0071455/1**

Transfert géographique à Toulouse d'une partie des services (1987) ; création d'un service météorologique interrégional (1987) ; mise à jour de l'annuaire 1988 du conseil supérieur de la météorologie (1987) ; situation du parc automobile (1988) ; arrêté fixant les modalités de rattachement au budget de la météorologie du produit de cession de certaines catégories de matériel (1988) ; désignation d'un représentant du ministre délégué chargé du budget au conseil supérieur de la météorologie (1990) ; nomination des membres du conseil supérieur de la météorologie nationale (1992) ; transformation de la météorologie nationale en EPIC (1992).

1987-1992

**B-0071455/2**

Procédure budgétaire, météorologie, demande de report anticipé de crédits de 1987 sur 1988, projet d'arrêté portant report anticipé de crédits (1988-1991) ; part météorologie des redevances de circulation aérienne (1989) ; décret de virement au profit du budget de la météorologie ; loi de finances rectificative (1989) ; modification des clefs de répartition de fonds de concours rattachés au budget de la météorologie, fonds de concours (1989-1990) ; exécution de l'exercice budgétaire 1991 ainsi que les perspectives 1992 (1991) ; transferts de fonds de concours de l'Aviation civile à la météorologie nationale.

1988-1992

**B-0071441**

Fonds spécial des grands travaux (FSGT).

1982-1989

**B-0071441/1**

Préparation du procès-verbal de la réunion du comité de gestion (1982) ; modification du décret du 13 août 1982 relatif aux règles d'organisation et de fonctionnement du

FSGT(1984) ; problèmes juridiques posés par le FSGT (1984) ; création des comités régionaux d'animation économique (1986) ; expiration du mandat des membres du conseil d'administration (1985) ; projet de réponse aux référés de la Cour des comptes relatifs aux interventions du FSGT dans le domaine de la maîtrise de l'énergie (1986) ; nomination de M. Prada, directeur du budget au conseil d'administration du FSGT.

1982-1986

**B-0071441/2**

Perspectives, 2<sup>e</sup> tranche du FSGT (1983) ; 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> tranches concernant les crédits routiers (1984) ; versement de 50 millions de francs au Muséum d'histoire naturelle (1985) ; affectation de 700 millions de francs supplémentaires engagés au titre de la 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> tranche (1985) ; projet de loi de finances (PLF) pour les années 1985 et 1986, répartition des tranches engagées et principales opérations financières, redéploiement de 150 millions de francs pour les opérations routières et de sécurité, incidence de la rebudgétisation, approbation du compte financier du FSGT (1984-1987) ; mise en extinction et suppression du FSGT (1986-1989).

1983-1989